

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES***



**Edition Chronologique**

**PARTIE PERMANENTE**

**Armée de l'air**

**CIRCULAIRE N° 169/DEF/CMa/1**

relative au régime fiscal applicable aux rémunérations versées au personnel des réserves.

*Du 12 février 1980*

DIRECTION CENTRALE DU COMMISSARIAT DE LA MARINE : *Bureau de la solde et des fonds de prévoyance.*

INSPECTION DES RESERVES ET DE LA MOBILISATION DE LA MARINE.

**CIRCULAIRE N° 169/DEF/CMa/1 relative au régime fiscal applicable aux rémunérations versées au personnel des réserves.**

*Du 12 février 1980*

---

*Classement dans l'édition méthodique : BOEM 333.1.2.5, 523-0.3.*

*Référence de publication : BOC, p. 510.*

---

1. En application des dispositions du code général des impôts, toute rémunération versée à des particuliers par l'Etat est en principe soumise à l'impôt sur le revenu.

L'administration fiscale, toutefois, admet que les rémunérations versées au titre de services militaires accomplis dans la réserve n'ont pas à être incluses dans les revenus imposables des intéressés, pour tenir compte des dépenses occasionnées par l'accomplissement de ces services.

2. Je précise que cette disposition bienveillante n'est applicable qu'au personnel non dégagé des obligations militaires et seulement dans la limite annuelle de trente jours d'activité.

En conséquence, la rémunération <sup>(1)</sup> versée :

- à du personnel dégagé des obligations militaires, quelle que soit la durée des services accomplis dans une année ;

- à du personnel soumis aux obligations militaires, au-delà du trentième jour d'activité totale dans une année <sup>(2)</sup>

doit faire l'objet d'une déclaration à l'administration fiscale de la part des intéressés comme de celle de la marine, en sa qualité d'employeur.

3. Les déclarations incombant à la marine doivent être établies avant le 1er février de chaque année, au titre de l'année écoulée, par l'unité ou le service qui a versé les rémunérations imposables.

Le service fiscal destinataire est celui qui correspond au domicile fiscal indiqué par chaque intéressé.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

*Le commissaire général, directeur central du commissariat de la marine,*

DE SAINT-STEBA.

---

(1) Solde et indemnités diverses, à l'exclusion de l'indemnité pour charges militaires et des indemnités de déplacement.

(2) A l'exception toutefois du personnel signataire d'un contrat dit de « réserve active » conclu dans les conditions prévues par l'instruction n° 313/DN/EMA/ORG/LOG/3 du 12 février 1973 (BOC/M, p. 231) abrogée le 14 juillet 1993 (BOC, p. 5401).